

PÉROU



CHEF DE L'ÉTAT Dina Boluarte
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES Gustavo Adrianzen (06/03/2024)
SUPERFICIE 1 285 000 km²
POPULATION (HAB.) 34,2 millions
PIB (MD \$) 283,3 **CROISSANCE** 3 %
CHÔMAGE 6,8 %
MONNAIE nouveau sol péruvien (0,25 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,6 (140^e)

Entre décembre 2022 et février 2023, des appels à sa démission et des manifestations massives qu'elle avait réprimées dans le sang (50 morts) avaient marqué les trois premiers mois de son mandat. Dina Boluarte a célébré, le 7 décembre 2024, ses deux ans au pouvoir avec un taux d'impopularité record : d'après un sondage du mois de novembre, moins de 3 % des Péruviens ont une image positive de la première présidente du pays.

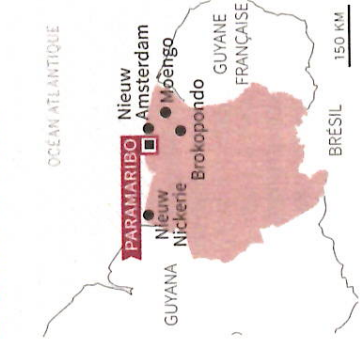
La cheffe de l'Etat tient, pourtant, grâce au soutien des députés conservateurs du Congrès, qui la considèrent comme une garantie de stabilité avant les élections prévues en 2026. Les conservateurs ont pris le pouvoir après la chute de Pedro Pablo Kuczynski, le premier ministre, en 2015. Dina Boluarte a été élue présidente en 2022, à la suite de la démission de Pedro Pablo Kuczynski, le premier ministre, en 2022.

ROLEX ET POLÉMIQUES

Le 9 août, le Congrès a notamment promulgué un texte déclarant présumés coupables les responsables des crimes contre l'humanité commis avant 2002. Selon les organisations de défense des droits humains, cette loi a été faite sur mesure pour l'ancien président Alberto Fujimori, libéré en décembre 2023 alors qu'il purgeait une peine de vingt-cinq ans de réclusion pour de tels crimes ayant eu lieu sous sa présidence, entre 1990 et 2000, mais qui était sous le coup d'autres enquêtes similaires. Cependant, l'ex-autocrate est mort le 11 septembre, des suites d'un cancer, à 86 ans.

Divers scandales et polémiques ont entaché le gouvernement de Dina Boluarte cette dernière année.

SURINAME



CHEF DE L'ÉTAT Chan Santokhi
SUPERFICIE 164 000 km²
POPULATION (HAB.) 634 000
PIB (MD \$) 4,9 **CROISSANCE** 3 %
CHÔMAGE 10,3 %
MONNAIE dollar surinamais (0,02 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,2 (77^e)

À Suriname, l'année 2024 a été marquée par la « cavale » de l'ancien président et dictateur Désiré Bouterse. Ce dernier a été définitivement condamné en décembre 2023 à vingt ans de prison pour le meurtre de quinze opposants (deux militaires et treize civils) en décembre 1982, dont trois auraient été tués de ses mains. L'ancien chef de l'Etat, par ailleurs condamné par contumace aux Pays-Bas à onze ans de prison pour trafic de cocaïne, dispose néanmoins d'une popularité importante, en particulier dans les classes populaires. Depuis sa condamnation, il a dénoncé un procès politique et pris la fuite, mais se trouverait toujours, selon ses proches, au Suriname.

Malgré cette évolution politique majeure, le petit pays sud-américain peuplé par à peine plus de 800 000 habitants n'est pas parvenu à juguler l'inflation qui ronge l'économie depuis plusieurs années. Selon le FMI, celle-ci se serait établie en 2024 à 19,1 %, contre 51,6 % l'année précédente. Le Suriname se prépare par ailleurs pour ses élections générales, prévues en mai 2025.

BRUNO MEYERFELD

ANGELINE MONTVOYA

URUGUAY



CHEF DE L'ÉTAT Luis Alberto Lacalle Pou
SUPERFICIE 175 000 km²
POPULATION (HAB.) 3,3 millions
PIB (MD \$) 82,5 **CROISSANCE** 3,2 %
CHÔMAGE 8,4 %
MONNAIE peso uruguayen (0,02 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,3 (123^e)

Dimanche 24 novembre, l'Uruguay a désigné son nouveau président, lors du deuxième tour du scrutin présidentiel. Yamandu Orsi, du parti Frente Amplio (gauche), a été élu avec 49,8 % des suffrages, contre 45,9 % pour son rival Alvaro Delgado. Ce dernier représentait le parti présidentiel de centre droit, au pouvoir depuis 2020. Le président sortant Luis Lacalle Pou, crédité d'un taux d'approbation autour de 50 %, n'était pas autorisé à briguer un second mandat d'affilée, selon la Constitution.

La gauche, qui a gouverné le pays entre 2005 et 2020, revient ainsi au pouvoir. Yamandu Orsi, 57 ans, gouverneur du département de Canelones, le deuxième département le plus peuplé du pays, après Montevideo, entre 2020 et 2024, propose davantage d'inclusion sociale, avec plus de bourses pour les étudiants et la création de 12 000 emplois pour les 18-25 ans, entre autres. Il entend également attiser la croissance du FMI pour 2024 en encourageant l'activité industrielle autour de parcs technologiques. Un volet de son programme comprend la création de 2 000 postes dans la police, alors que le trafic de drogue et l'insécurité affligent le pays depuis quelques années.

L'insécurité est ainsi, de loin, la principale préoccupation de la population, devant l'emploi et la situation économique, le taux d'homocides ayant bondi de 37 % entre 2012 et 2022. Dans ce pays de près de 3,3 millions d'habitants, la lutte contre la pauvreté infantile (un enfant de moins de 6 ans sur cinq est pauvre contre 9,1 % pour la population en général) re-

présente l'un des grands défis du président élu. La campagne présidentielle a été marquée par la modération, à contre-courant des tendances de la région caractérisée par la consolidation de l'extrême droite et la polarisation. Yamandu Orsi prendra ses fonctions le 1^{er} mars 2025, pour cinq ans.

FLORA GENOUX

VENEZUELA



CHEF DE L'ÉTAT Nicolas Maduro
SUPERFICIE 912 000 km²
POPULATION (HAB.) 28,4 millions
PIB (MD \$) 106,3 **CROISSANCE** 3 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE boliviar souverain (0,01 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 3,5 (101^e)

Le 28 juillet 2024, Nicolas Maduro était réélu président de la République avec 52 % des voix. Techniquement très problématique, le résultat du scrutin annoncé par le Conseil national électoral (CNE) a été immédiatement contesté par l'opposition. Sur la base des « tickets » émis par les machines à voter du pays, très légalement obtenus par les observateurs électoraux accrédités, les grands partis d'opposition affirment que leur candidat unitaire, Edmundo Gonzalez, a remporté l'élection avec 67 % des voix. Le CNE, lui, n'a jamais publié ces tickets ni les résultats détaillés du scrutin.

Ni les Etats-Unis, ni les pays européens, ni la plupart des pays d'Amérique latine n'ont reconnu la victoire de Nicolas Maduro. Même le Brésil et la Colombie, gouvernés à gauche, ont pris leur distance. Mais Maduro peut compter sur la Russie, la Chine, l'Iran, Cuba et surtout sur le soutien de son armée. Sauf surprise, l'héritier d'Hugo Chavez sera investi le 10 janvier 2025 pour un troisième mandat de six ans.

Soucieux d'obtenir la levée des sanctions économiques américaines, le gouvernement Maduro avait repris depuis plusieurs mois les négociations politiques avec l'opposition. Signé en octobre 2023, l'accord

dit « de Barbade » prévoyait la tenue d'une élection compétitive. Mais, début janvier, la justice vénézuélienne mettait son veto à la candidature de l'ultralibérale Maria Corina Machado, grande gagnante de la primaire organisée par l'opposition. Agé de 74 ans et totalement inconnu du grand public, Edmundo Gonzalez a présenté sa candidature le 26 mars. Mme Machado, qui a mené la campagne, a sillonné le pays en promettant de mettre fin à vingt-cinq ans de révolution bolivarienne et de réunir les familles fracturées par la migration. L'argument a fait mouche. En dix ans, près de 8 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays, l'immense majorité d'entre eux étant en âge de travailler.

RETOUR DES SANCTIONS

Depuis des mois, les sondages disaient les Vénézuéliens avides d'un changement politique et plus encore d'un virage économique. Mais les observateurs restaient prudents sur l'issue du scrutin, en rappelant le contrôle exercé par les chavistes sur les leviers de l'Etat et sur les médias.

Nicolas Maduro, qui attribue aux sanctions américaines la tragique récession du pays, a tenté de convaincre ses électeurs que le pire était passé. Le Venezuela est effectivement sorti de l'hyperinflation. Au cours des quatre premiers mois, le pays a enregistré le taux d'inflation le plus bas depuis douze ans. Les rayons des supermarchés se sont remplis. La production de pétrole et la croissance du PIB (qui avait chuté de 80 % entre 2014 et 2021) sont à la hausse. En mars, la production de brut atteignait 895 000 barils par jour (bpj) selon l'entreprise publique PDVSA, contre une moyenne de 716 000 bpj en 2023.

La fragile amélioration des indicateurs du premier semestre s'explique par la politique d'ajustement en place depuis trois ans, avec l'ouverture du régime sur le secteur privé, la fin des contrôles des prix et des changes, la dollarisation de l'économie, le gel des salaires de la fonction publique, l'augmentation des revenus pétroliers et des importations.

Mais, en avril, pour protester contre l'éviction de Mme Machado de la course présidentielle, Washington annonçait le rétablissement partiel des sanctions économiques, décrétées en 2017 et provisoirement levées après la signature de l'accord de Barbade. La licence concédée à la compagnie pétrolière américaine Chevron Corporation a toutefois été maintenue. Le 1^{er} mai, Nicolas Maduro annonçait une augmentation du revenu minimum légal à 130 dollars (payés en bolivars), faite d'une

augmentation des « bons » divers versés aux salariés. Selon les économistes, il en faut trois fois plus à une famille pour seulement se nourrir. Le revenu minimum est le plus bas du continent, après celui de Cuba et Haïti. Selon l'enquête Encovi publiée en mars, qui prend en compte, outre les revenus, la qualité du logement et l'accès aux services publics, plus de la moitié des Vénézuéliens vivent dans la pauvreté.

Les électeurs ont dit leur mécontentement dans les urnes et dans la rue. Au lendemain du scrutin présidentiel, des centaines de milliers de Vénézuéliens descendaient dans la rue pour exiger le départ de Nicolas Maduro. Plus de 1200 manifestants étaient arrêtés, dont des dizaines d'adolescents encore sous les verrous à la fin de l'année. Plusieurs opposants étaient emprisonnés. Un mois après l'élection, Edmundo Gonzalez s'exilait en Espagne. En octobre, le parquet émettait un mandat d'arrêt international contre lui pour « usurpation de fonctions et incitation à la désobéissance ».

ENVOIÉE DE L'INFLATION

Parallèlement à la répression, Nicolas Maduro a resserré son équipe en nommant ministre de l'intérieur l'ancien militaire Diosdado Cabello. La vice-présidente et ministre des relations extérieures, Delcy Rodríguez, a pris la tête de l'industrie pétrolière. Son prédécesseur a été envoyé en prison pour corruption et trahison de la patrie.

La crise politique a affecté la confiance des opérateurs économiques. Le FMI a revu à la baisse son pronostic de croissance du PIB qui ne devrait pas dépasser 3 %. Le cours officiel du bolivar a chuté de 20 % en octobre et le dollar au marché noir est reparti à la hausse. La dévaluation de la monnaie nationale fait craindre une nouvelle envolée de l'inflation (60 % en novembre). Les coupures quasi quotidiennes d'eau et d'électricité et le manque de crédit bancaire grèvent la récupération économique du pays. Pour maintenir la stabilité de sa monnaie et relancer la consommation intérieure, le Venezuela dépend plus que jamais de son pétrole - qui représente 87 % des revenus de l'Etat - et de l'évolution des sanctions américaines.

Nicolas Maduro a accueilli le retour de Donald Trump avec prudence, en appelant de ses vœux un « nouveau commencement » des relations entre Washington et Caracas. Maria Corina Machado s'est félicitée de la nomination du très conservateur Marco Rubio au poste de secrétaire d'Etat.

MARIE DELCAS